

Atoms for peace[1], à la sauce baroque, au bas mot

Jean-Marc Royer

Source : www.fukushima-blog.com, septembre 2014

Quand, en 2011, la marine américaine se retrouve piégée par le nuage radioactif au large de Fukushima... A qui la faute ? Et que cherche-t-on à protéger en niant l'importance de la pollution subie ? C'est le sujet du troisième article de Jean-Marc Royer, tiré de son ouvrage inédit, "Le nucléaire, érotisation suprême et planétaire de la mort".

Une des obsessions du village nucléaire international est de cacher la nature et le niveau des effluents radioactifs émis durant les premiers jours de la catastrophe de Fukushima après les explosions des réacteurs, car il y a là de gigantesques enjeux économiques, juridiques et politiques internationaux. Or il vient de se produire un petit évènement gênant pour tous ces thanatologues et thanatopracteurs du nucléaire, comme si la vérité que l'on voulait absolument enfouir dans de profonds souterrains comme un déchet, venait inopinément de surgir à un endroit inattendu. Voici.

Participant à l'opération Tomodachi – amitié – déclenchée le 11 mars 2011, le porte avions à propulsion nucléaire de 100 000 tonnes USS Ronald Reagan, sur lequel servaient 5 500 personnes [2] s'était dérouteré afin de servir de plateforme de ravitaillement et de zone de transit pour les victimes et arrivait le lendemain aux abords de Fukushima (environ 3 km). Malheureusement, le vent soufflant vers la mer ce jour là, le navire était pris dans une sorte de « nuage inattendu », les hommes sur le pont se retrouvant enveloppés par une moiteur qui leur laissait dans la bouche « comme une sorte de goût métallique », le même que certains riverains avaient pu sentir lors du dégazage de Three Mile Island : ces personnels allaient être parmi les premiers à être exposés au panache de rayonnements dus à l'explosion du bâtiment-réacteur n°1 à 15h36. Les niveaux d'exposition sur le navire et sur les chaussures des militaires s'avérèrent être étonnamment élevés. De plus, les marins, comme à leur habitude, avaient utilisé l'eau de mer dessalée grâce aux dispositifs internes, pour cuisiner, se doucher, ainsi que pour tous leurs autres besoins avant que cela ne leur soit interdit. Cette situation dura dix heures avant que le bateau ne soit repositionné à plus de 100 km et que des mesures supplémentaires soient prises. Selon le Huffington Post du 27 février 2014 « des retombées graves ont été également apparemment trouvées sur les hélicoptères qui revenaient des missions de secours. [...] à 100 mètres devant, l'hélicoptère lisait 4 sieverts par heure. [3] » Pour mémoire, le 16 mars, la US Nuclear Regulatory Commission portait la zone d'exclusion à 80 km de Fukushima, le 17 le département d'Etat publiait un mémo recommandant l'évacuation du Japon à tous ses ressortissants, personnels de l'ambassade et de la défense compris, et le 21 mars la prise d'iode de potassium était recommandée jusqu'à 320 km de Fukushima. Ensuite de quoi des considérations diplomatiques et la prise en compte des intérêts de l'industrie nucléaire ont rapidement atténué des recommandations trop visibles ...

La marine a toujours argué depuis le début que le porte-avions n'était pas contaminé, mais ni le Japon, ni la Corée du Sud, ni même l'île de Guam ne l'ont autorisé à venir à quai après cette mission. Depuis, le navire, après quelques épisodes, est finalement allé en cale sèche 14 mois à Bremerton, dans l'état de Washington, près de Seattle, pour un soi-disant « grand entretien et une remise à niveau » puis en est reparti en mars 2013 vers San Diego ; mais selon son capitaine, il semble que sa fin approche et c'est sans doute pour cela qu'il est prévu de l'envoyer loin, très loin dans le Pacifique, pour se faire oublier dans un de ces cimetières

marins où il sera mis en pièces à mains nues par les esclaves des temps modernes qui y laissent leur peau.

Mais les marins connaissent depuis leur retour des problèmes de santé rares et gravissimes pour des personnes aussi jeunes : leucémies, dégénérescence du nerf optique, cancer de la thyroïde, des appareils génitaux et du cerveau. En avril 2012, le lieutenant Steve Simmons, un sportif, était hospitalisé pour une inflammation des ganglions lymphatiques, mais bientôt ses jambes ne le porteraient plus : il se déplace maintenant en fauteuil roulant. A trente cinq ans, il a été mis à la « retraite pour raison médicale » en avril 2014. Mathew Bradley, lui, a contracté une maladie dégénérative de la colonne vertébrale. Une femme de la Navy affirmait quant à elle : « pendant l'opération Tomodachi, j'ai commencé à avoir des migraines, des cycles menstruels irréguliers. Après, j'ai dû avoir recours à des opérations du genou, du sein et de la jambe pour enlever des excroissances » et l'épouse d'un marin a rapporté « qu'à la suite de cette exposition, notre fils, qui est né le 14 novembre 2012, a été diagnostiqué à huit mois avec le cancer du cerveau et de la colonne vertébrale ». Etant donné le développement du droit aux Etats-Unis, il y subsiste encore des possibilités de recours, c'est ce qui a permis la class-action de quelques 81 marins du navire. Et grâce au Freedom of Information Act (FOIA), les plaignants – dont la majorité travaille toujours pour la Navy – ont eu accès aux transcriptions des conversations téléphoniques entre les fonctionnaires du gouvernement fédéral, les autorités nucléaires, les responsables de l'ambassade des Etats-Unis à Tokyo et le personnel militaire du Commandement Pacifique (PACOM) à ce moment-là. On y constate la véracité de leurs dires malgré la prudence de mise dans ce type d'échanges sensibles (*The Asia-Pacific Journal*, Vol. 12, Issue 7, No. 4, February 17, 2014). Mais selon l'avocat des plaignants, la Navy ne serait pas nécessairement en cause : le principal responsable serait Tepco qui n'aurait pas prévenu du fait que le cœur du réacteur n°1 avait fondu et que des éléments radioactifs avaient été projetés à l'extérieur de la centrale lors de l'explosion du bâtiment. Les enjeux dans cette affaire sont si importants que malgré le nombre de plaignants et la solidité de leurs dossiers médicaux, il existe un fort risque qu'elle soit classée sans suite. Ce fût d'ailleurs le cas une première fois en novembre 2013 pour « absence de preuves ».

Quels sont les enseignements provisoires de cette affaire ? Primo, il est dit dans ces transcriptions de conversations téléphoniques que « le niveau de radiations était tel qu'en 10 heures le seuil admis pour le public était atteint ». Traduction de cette novlangue : le seuil admis outre Atlantique étant de 15 mSv [4] annuels, cela signifie qu'en une heure l'irradiation était de 1,5 mSv, ce qui en France, aurait déjà constitué un dépassement du seuil annuel ! Je rappelle que selon le rapport de l'ECRR, si les marins étaient restés dans ces conditions deux semaines, ils avaient une chance sur deux de rester vivants après leur retour. [5]

Comme à Hiroshima, à Nagasaki, et comme dans tous les accidents majeurs qui ont eu lieu depuis 1945, l'enjeu capital de cette affaire réside dans la dissimulation des radiations émises dans les premiers jours, car c'est à ce moment-là qu'elles sont les plus importantes. Il en va de l'avenir de l'industrie et du village nucléaire international ainsi que de la pérennité des pouvoirs aux commandes des Etats nucléaires. Autrement dit, il faut absolument dissimuler au public la gravité des faits durant les premiers jours, sous prétexte d'éviter la panique, mais en réalité pour éviter tous les recours qui pourraient durer des décennies contre l'industrie, le village et les Etats nucléaires, quitte à en augmenter les dangers et le nombre de victimes futures. Ainsi, depuis 1945, l'histoire nous enseigne que pour les Etats et le village nucléaire international, « gérer une catastrophe », c'est avant

tout en évitant les répercussions socio-politiques incontrôlées, la sécurité des populations passant au second plan étant donné qu'il sera toujours possible de contester tous les effets de cette catastrophe, à condition que la nature et la quantité des effluents émis durant les premiers jours soient drastiquement minimisées. Après tout, qu'y-a-t-il à craindre de pauvres gens qui tomberont malades dans quelques années ou dans trente ans, puisqu'il ne leur sera pas possible de prouver l'origine de leur cancer, et que les responsables de ce temps-là exerceront ... d'autres responsabilités ou auront fait valoir leurs droits à la retraite chapeau avec parachutes dorés ?

Deuzio, on se souvient que Tepco avait « balladé » les journalistes du monde entier en cachant la fusion des cœurs des réacteurs durant dix semaines, le temps que l'actualité internationale de Fukushima refroidisse ... Pendant tout ce temps, le village et les puissances nucléaires étaient évidemment au courant des fusions, mais l'omerta internationale a correctement fonctionné. Via leur système satellitaire et leurs capteurs au sol, les Etats-Unis (et vraisemblablement d'autres nations), sont capables de détecter les effluents d'une explosion atomique (par exemple en Corée du Nord) dans les minutes qui suivent celle-ci. A qui fera-t-on croire que les responsables de la marine de ce pays en charge du porte-avions Ronald Reagan n'étaient pas au courant de la fusion des cœurs des réacteurs à Fukushima ? Et combien même cela serait le cas, cela marquerait un grave dysfonctionnement des échanges entre les services de surveillance ad hoc et les forces armées de ce même pays, au détriment des personnels militaires et des réfugiés qu'ils étaient venus secourir.



Democracy now.

http://www.natureetsciences.com/2014_03_01_archive.html

Tertio, sur les photos de ce porte-avion (dont la marine nie encore l'irradiation), on peut voir une chose dont on est à chaque fois abasourdi, à savoir les moyens dérisoires utilisés contre la contamination radioactive : comme dans les années 1950, des files de marins bottés avaient été alignés et, armés de balais-brosse et de produit vaisselle, ils lessivent le pont du navire, comme à Fukushima on arrosait les bâtiments à la lance à incendie ou bien qu'on mettait ensemble des batteries de voitures pour désespérément palier au défaut de courant électrique dans les salles de contrôle-commande. Violent paradoxe que celui-là et qui se renouvelle à chaque fois : d'un côté ils nous vantent la modernité scientifique et la sécurité technique du nucléaire ad nauseam, de l'autre ils font appel à des ressources ridiculement inadéquates pour lutter contre ces catastrophes, signe de l'impuissance réelle de ces cow-boys face à ce qu'ils ont déclenché. Il faudrait demander à tous ceux qui soutiennent le nucléaire de s'engager publiquement, à l'avance et par écrit à servir dans un corps de volontaires pour aller sur les lieux de la prochaine catastrophe nucléaire puisqu'ils n'en excluent plus l'occurrence périodique !

Quarto, sur d'autres photos du pont de ce navire prises deux ans après, il est possible de voir les dizaines d'automobiles des marins qui n'ont pas été autorisés à les récupérer lorsqu'ils ont débarqué ! Sans doute serait-il fâcheux qu'ils irradient un peu trop leur famille, leurs voisins de garage ou bien que des

organismes indépendants soient à même de confirmer la contamination épouvantable de véhicules bon pour le rebus comme des centaines de véhicules et d'hélicoptères avaient dû être abandonnés dans des cimetières à ciel ouvert après Tchernobyl. Plus forte que Balladur ou Juppé, soyons sûrs que la marine US se chargera elle-même d'emmener les véhicules à la casse après avoir octroyé une prime royale à ses personnels afin qu'ils en achètent des neufs ...



21 mars 2013, <http://www.10news.com/news/uss-ronald-reagan-returns-to-san-diego-after-more-than-a-year-in-washington-state-032113>

Au-delà de tous ces détails, ce qu'il faut réaliser, c'est que « la gestion des catastrophes nucléaires » consiste essentiellement à nier par tous les moyens l'importance de ses effluents dans les tous premiers jours [6], afin de préserver l'avenir du nucléaire, plutôt que de risquer une situation de révolte de type insurrectionnelle de la part d'une multitude de personnes qui n'auraient plus rien à perdre, pas même leurs vies, ni celle de leurs descendants. La militarisation de ces situations va dans le même sens évidemment. On comprendra dans ce cadre que l'ignorance des foules et leur encadrement soient essentiels. Ceci est tellement vital que le gouvernement japonais vient de prendre un « State Secrets Act » qui criminalise toutes les critiques et les lanceurs d'alerte : il s'agit-là encore une fois de la restriction démocratique des libertés démocratiques ...

[1] Voir le second paragraphe.

[2] <http://mobile.agoravox.fr/tribune-libre/article/atom-heart-fucker-16-qu-est-il-150906>

http://www.natureetsciences.com/2014_03_01_archive.html
<http://thelead.blogs.cnn.com/2014/02/19/did-fukushima-disaster-make-u-s-sailors-and-marines-sick/>
<http://japanfocus.org/-Kyle-Cleveland/4075>
<http://ecowatch.com/2013/12/11/japans-new-fukushima-fascism/>

[3] http://www.huffingtonpost.com/harvey-wasserman/documents-show-the-navy-k_b_4859290.html

[4] Les Etats-Unis en sont restés aux recommandations 26 de la CIPR de 1977, contrairement à d'autres pays qui ont adopté celles de 1990.

http://www.akademia.ch/~sebes/textes/1998/Belbeoch/1998_RB_norme77.htm

[5] Il faut avoir atteint, selon la CIPR 5000 mSv, soit en l'occurrence 139 jours pour « avoir 50% de chances de mourir » rapidement, mais l'ECRR préconise de diviser par dix ces « recommandations », ce qui correspond 2 semaines.

[6] Cf. à ce sujet les révélations du Guardian.